



Conférence Episcopale Nationale du Congo

**JUSTICE ET PAIX CONGO**

Centre interdiocésain, Kinshasa-Gombe,

B.P 3258 JPC. Tél: +243830643399

Mail: [commission.justicepaix@cejprdc.org](mailto:commission.justicepaix@cejprdc.org)

# PAYSAGE SOCIO- POLITIQUE

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO

---

Février 2026

## INTRODUCTION

Ce paysage socio-politique présente d'abord les questions politique, sécuritaire, socio-économique et de Droits Humains. Le document propose ensuite quelques défis à l'attention des autorités et la Société civile.

### A. FAITS

#### I. SITUATION POLITIQUE

La situation politique est principalement marquée par **le rétrécissement de l'espace politique en ce début de 2026.**

1. Des attaques des sièges et installations des Partis politiques de l'opposition par les partisans, tels les « Forces du progrès », réputés proches du parti politique UDPS qui est au pouvoir. Il s'agit aussi de l'interpellation et séquestration de quelques membres de proue du parti politique PPRD. Certains de ces interpellés sont détenus dans des cachots du Conseil National de la Cyberdéfense (CNC) depuis plusieurs semaines.
2. De tels faits s'inscrivent dans un cycle politique lourd, dont les implications impactent les rapports de force entre Majorité et Opposition, la légitimité des Institutions, ainsi que la stabilité de la démocratie en RD Congo.

#### II. SITUATION DE PAIX, DE SECURITE, DE DROITS HUMAINS ET DE LA MIGRATION

La situation de paix et de sécurité est principalement marquée par **les violations du cessez-le-feu, le début de la mise en œuvre de l'Accord de Washington, la reconduction du mandat de la MONUSCO, les consultations de l'Angola et l'activisme des groupes armés en Ituri.**

1. Un mois après la signature de l'Accord de Washington, en dépit du retrait de l'AFC/M23 de la ville d'Uvira (18 janvier 2026) et la reprise de cette ville par les FARDC (19 janvier 2025), l'on constate que la situation sécuritaire dans l'Est de la RD Congo ne s'est pas du tout améliorée. Des combats sont signalés à Minembwe, Masisi, Walikale, Lubero et ailleurs. L'aéroport de Bangboka, situé à 17 kilomètres du centre-ville de Kisangani, a été la cible d'une attaque armée menée à l'aide de drones kamikazes entre le samedi 31 janvier à 5 heures et le dimanche 1<sup>er</sup> février à 2 heures, a annoncé le gouvernement provincial de la Tshopo dans un communiqué officiel. Cette attaque a été revendiquée par l'AFC/M23.
2. C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, le 19 décembre 2025, à l'unanimité, la résolution 2808 prorogeant, d'un an, le mandat de la MONUSCO qui conserve son mandat offensif, avec la possibilité de mener des opérations ciblées contre les groupes armés actifs dans la partie Est de la RD Congo, son rôle politique a été cependant renforcé<sup>1</sup>.
3. De son côté, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine TSHISEKEDI a capitalisé sa présence aux USA, à l'occasion de la cérémonie du National Prayer Breakfast, pour avoir des rencontres bilatérales avec plusieurs personnalités américaines, notamment le Secrétaire d'Etat, le Secrétaire à l'intérieur, les membres des Commissions des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre des représentants. Leurs échanges ont porté sur la coopération RD Congo - USA, en abordant les questions relatives à la paix, à la sécurité et au développement.
4. La Présence du Président TSHISEKEDI à la cérémonie du *National Prayer Breakfast* a été remarquable suite à une adresse empathique empreint d'éloges du président TRUMP à son égard ; mais aussi grâce à la prière dite par lui-même devant l'assemblée présente à cette cérémonie.



5. Samedi 31 janvier 2026, dans son allocution devant le Corps diplomatique en poste à Kinshasa, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, s'est dit ouvert à la tenue du dialogue national moyennant quelques conditions : ce dialogue doit se tenir à Kinshasa, sous le contrôle des Institutions de la République, sans remise en cause du régime ni des décisions judiciaires qui ont été prises jusqu'à présent. Il sied de noter que, le 14 du mois 2025, les délégués de la CENCO et de l'ECC ont été reçus par le président João LOURENÇO, sur invitation de celui-ci. Leurs échanges étaient consacrés au dialogue national à travers l'initiative du « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RD Congo et dans la Région des Grands lacs ».
6. Pendant que l'attention de tous est focalisée sur la guerre menée par le mouvement AFC/M23, avec l'appui du Rwanda, la situation sécuritaire en Ituri, dans le Maniema et le plateau des Batéké est très préoccupante : la détérioration de la situation sécuritaire le long de l'axe Kindu-Kasongo, les massacres, pillages et plusieurs autres formes d'atrocités, œuvres des groupes armés nationaux et étrangers, dans les territoires d'Irumu, Djugu, Mahagi en Ituri ainsi qu'à Kwamouth, Maluku et quelques zones des territoires des provinces du Kwilu et Kwango.
7. En Ituri et dans la partie nord du Nord-Kivu ainsi que dans les plateaux des Batéké, deux processus du Gouvernement s'affairent pour stopper les violences. Il s'agit du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réintégration Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) et la Réserve Armée de la Défense (RAD<sup>2</sup>). L'un démobilise, l'autre remobilise.
8. Le 11 janvier 2026, après les accrochages qui ont opposé les FARDC et un groupe d'individus (dit mouvement insurrectionnel par les autorités) dans le territoire de Bukama, province de Haut-Lomami, des violations graves des droits Humains ont été relevées. Il est fait également état de violences exercées post mortem sur les corps de victimes. Ces actes abjectes, délibérément filmés et diffusés traduisent une volonté manifeste d'humilier les victimes, de semer la terreur au sein des communautés civiles et de banaliser l'usage de la force létale contre des populations non armées.
9. Les quartiers populaires de Kinshasa, Lubumbashi ainsi que certaines autres villes de la RD Congo, y compris ceux autrefois considérés comme calmes, sont touchés par des braquages à main armée, des cas de cambriolages, d'agressions nocturnes, et d'autres formes des violences urbaines perpétrées par des gangs organisés. Malgré les différentes opérations menées par la police et autres services de sécurité, cette insécurité urbaine ne prend que de l'ampleur.
10. Le 02 janvier 2026, la RD Congo a fait son entrée au Conseil de sécurité des Nations Unies, en tant que membre non permanent pour la période 2026-2027. Elle y a été élue le 3 juin 2025, avec 183 voix sur 187.

### III. SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

La situation socio-économique est principalement marquée par : **le classement de la RD Congo au 7<sup>ème</sup> rang des pays les plus pauvres, l'évaluation de la balance commerciale entre la RD Congo et la Chine, le coût économique et financier des bouchons à Kinshasa et les tensions entre les exploitants artisanaux et les Forces de l'ordre.**

1. Quelques infrastructures sociales poussent ci et là en RD Congo, d'autres sont en réhabilitation. L'on peut noter à cet effet l'Université Nationale du Congo (UPN), l'Université officielle de Mbuji-Mayi, l'Université de Kananga, l'hôpital Jason SENDWE de Lubumbashi, la poursuite des travaux de la route Kananga-Kalambambuji, Ingudi – Idiofa, les travaux de construction des aéroports de Bunia, de Mbuji-Mayi, de Kananga et de Kolwezi, les travaux de la Rocade et quelques artères interurbaines de Kinshasa, etc. Ces efforts du Gouvernement de la RD Congo sont à encourager.



2. Selon les données statistiques du *Fonds Monétaire International* (FMI), compilées par *Global Finance*, la RD Congo est classée, en 2025, **7<sup>ème</sup> pays le plus pauvre** du monde<sup>3</sup>. Parmi les facteurs pris en compte pour ce classement, il y a, entre autres, le PIB par habitant, le taux d'inflation, le pouvoir d'achat, le niveau de la corruption, le niveau d'endettement du pays, la guerre, la faiblesse de l'état de droit.
3. Selon les chiffres des douanes chinoises, en 2025, le top 10 des exportations congolaises vers la Chine valait **21,52 milliards USD**, soit 99,5 % de la valeur totale de ce que la RD Congo a exporté en Chine. Ce top 10 ne comprend que des produits miniers<sup>4</sup>. En d'autres termes, la RD Congo n'exporte que les produits miniers vers la Chine.
4. Des économistes ont évalué le coût économique et financier des bouchons à Kinshasa. « Les temps perdus dans les embouteillages à Kinshasa pourraient représenter plus de **3 milliards de dollars** par an de perte de productivité »<sup>5</sup>. En plus d'être une perte énorme de temps, les bouchons représentent également une perte économique colossale. *Geopolis Magazine* estime qu'un employé kinois passe au moins 4 heures par jour dans les bouchons et travaille donc 20 heures de moins par semaine, soit 80 heures de travail de moins par mois<sup>6</sup>. L'une des causes de ces bouchons est l'état de la voirie urbaine sur laquelle les autorités ont investi assez de moyens ces derniers temps, même si la situation demeure toujours difficile. Certaines routes sont en voie de détérioration très avancée et d'autres sont constamment et très rapidement inondées à chaque pluie. La dégradation des infrastructures routières s'observe encore davantage à l'intérieur du pays.
5. Par un Décret conjoint signé par la Première ministre et le ministre de l'Emploi et du Travail, le taux journalier pour les manœuvres ordinaires est désormais fixé à 21 500 francs congolais. Cette mesure représente une augmentation de près de 48% par rapport au SMIG actuel de 14 500 FC en vigueur depuis février 2025. Cette décision économique majeure prise par le gouvernement congolais intervient après une évaluation sans complaisance réalisée en Conseil des ministres le 18 avril dernier. Les autorités avaient alors constaté que le montant en vigueur ne permettait plus de couvrir les besoins essentiels des travailleurs.
6. Dans le Grand Katanga, des tensions persistantes s'observent entre les exploitants artisanaux, les militaires et policiers commis à la protection de certains sites et carrés miniers. Un Arrêté du ministre des Mines qui suspendait toutes les unités de traitement des substances minérales issues de l'exploitation artisanale dans la filière cupro-cobaltifère, a suscité la révolte des exploitants artisanaux à Kolwezi au début du mois de janvier 2026. Les exploitants artisanaux ont vécu cette mesure comme une injustice qui menaçait la survie de leurs familles.

## B. DEFIS A RELEVER

### Concernant la situation politique

La décrispation de l'espace politique en cette période difficile est un impératif vital pour la Nation. Le respect des dispositions de la Constitution et autres Lois de la République lorsqu'il s'agit d'interpeller des

<sup>3</sup> Cf. <https://gfmag.com/data/economic-data/poorest-country-in-the-world/>

<sup>4</sup> Cf. <http://english.customs.gov.cn/Statics/ef1a478f-8a43-4b51-9690-fb975762a2c2.html>

<sup>5</sup> <https://geopolismagazine.org/embouteillages-kinshasa-face-a-une-asphyxie/>

<sup>6</sup> Cf. Ibid.



opposants politiques pendant cette période constitue une nécessité afin d'éviter que ces actes ne soient perçus comme des délits contre la démocratie et l'Etat de Droit.

### **S'agissant de la situation de paix et sécurité**

La situation sécuritaire de la RD Congo et dans la Région reste complexe. Hormis la présence de l'AFC/M23 et des troupes rwandaises, l'on y compte aussi des troupes burundaises et ougandaises, les WAZALENDO et d'autres groupes armés nationaux et étrangers, notamment la CODECO, le CRP, et les ADF, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. Ces différentes armées ou groupes armés représentent des dynamiques particulières qui ne regardent pas forcément vers une même direction. D'où la nécessité de rassembler/mobiliser toutes les forces vives de la Nation autour d'une *initiative de paix qui assume la question sécuritaire de manière holistique*. De ce point de vue, le pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RD Congo et dans la Région des Grands Lacs semble mieux structuré pour relever ce défi.

### **En ce qui concerne la situation socio-économique,**

Une justice distributive équitable par la fourniture des services sociaux de base de qualité et la construction des infrastructures socioéconomiques à impact direct sur le vécu de la population constitue le socle du bien-vivre ensemble et le creuset du patriotisme. L'état de délabrement des routes au niveaux urbain et rural, le retard dans le paiement des fonctionnaires de l'Etat, la pauvreté dans laquelle croupit la majorité de la population congolaise, les inondations à chaque pluie, les cas des naufrages dans nos rivières, la salubrité puante des espaces, surtout dans les milieux urbains, brassent les efforts déployés par les autorités.

